

En Europe, l'extrême droite salue le succès d'Orban

Les europhobes récupèrent la réélection du dirigeant hongrois, pourtant affilié à la droite classique européenne

BUDAPEST - *envoyé spécial* valeurs européennes. S'il le fait, il peut rester dans le jeu. Sinon, il sera exclu du PPE», a-t-il averti.

L'embarras de ses homologues européens, même de droite, est palpable, les félicitations des figures d'extrême droite, au contraire, sont chaleureuses. La réélection, dimanche 8 avril, de Viktor Orban à la tête du gouvernement hongrois avec 48,8 % des suffrages, et la majorité des deux tiers regagnée par son parti au Parlement suscitent des réactions à la mesure de la dérive du dirigeant souverainiste. Figure controversée de la droite conservatrice au sein de l'UE, le chef de l'exécutif est devenu, au fil de sa croisade contre l'immigration africaine et musulmane, le héraut d'une extrême droite en quête de relais au sommet du pouvoir.

Au lendemain de sa victoire éclatante, la gêne dominait, lundi, au sein de sa famille politique d'origine, le Parti populaire européen (PPE), qui dirige les trois institutions bruxelloises, le Parlement, la Commission et le Conseil européen. Manfred Weber, le président du groupe des eurodéputés conservateurs, l'a d'abord félicité, avant de devoir, sous le feu des critiques, corriger le tir: «Viktor Orban doit respecter les lignes rouges fixées par le PPE et les

L'eurodéputé bavarois, membre de la CSU, formation alliée à la chancelière Merkel, sait que le dirigeant hongrois divise ses troupes parlementaires, même si son groupe, le plus important de l'hémicycle, n'a jamais considéré sérieusement l'hypothèse d'une exclusion du chef du Fidesz.

A ce jour, l'agacement que le dirigeant hongrois suscite à Bruxelles s'accompagne plutôt de diplomatiques mises en garde quant au respect des valeurs fondamentales. «L'Union européenne est une union (...) La défense de ces valeurs et de ces principes est un devoir commun de tous les Etats membres sans exception», a insisté le porte-parole du président de la commission, Jean-Claude Juncker, lundi. Il faisait en particulier référence à deux législations contestées qui valent à Budapest d'être renvoyé devant la justice européenne: l'une sur les ONG et l'autre sur les universités. Quant au président du Conseil européen, Donald Tusk (PPE), il s'est contenté d'un courrier de quatre lignes pour appeler son «cher Viktor» à «contribuer à maintenir l'unité de l'UE».

«Principal cauchemar de l'UE»

La chancelière allemande a, elle aussi, fait le strict minimum au sujet du succès de celui qui se considère volontiers comme l'anti-Merkel : le premier ministre hongrois a construit sa campagne contre l'immigration et la mise en place d'un dispositif continental de répartition des demandeurs d'asile, les fameux quotas, que la Hongrie a été l'un des seuls pays à refuser, contre l'avis de Berlin. *« Notre coopération est sujette à des controverses, comme les positions différentes de nos deux pays en ce qui concerne la politique migratoire, a déclaré, lundi, le porte-parole d'Angela Merkel. Mais la chancelière propose que nous poursuivions notre coopération. »*

Au contraire, les formations d'extrême droite, qui ont savouré les saillies hostiles à l'immigration musulmane du Hongrois, se réjouissent de le voir rester aux affai-

**Donald Tusk,
le président du
Conseil européen,
a appelé
son « cher Viktor »
à « contribuer à
maintenir l'unité
de l'UE »**

res, en disposant d'une majorité

qui va lui permettre d'avoir les coudées franches. En Italie, le chef de la Ligue (extrême droite) Matteo Salvini, premier ministrable et leader d'une coalition de droite arrivée en tête au côté du Mouvement 5 étoiles, veut s'inscrire dans ses pas : *« La Hongrie a voté avec son cœur et sa tête, ignorant les menaces de Bruxelles et des milliards de Soros »*, a-t-il écrit, en espérant rencontrer bientôt M. Orban *« comme premier ministre italien »*.

« L'inversion des valeurs et l'immigration de masse prônées par l'UE sont à nouveau rejetées », s'est félicitée Marine Le Pen, alors que les résultats étaient à peine connus, dimanche. La dirigeante du Front national y voit le présage que les *« nationaux peuvent être majoritaires en Europe »*, lors des élections européennes de mai 2019. *« Félicitations Viktor Orban, un mauvais jour pour l'UE, un bon jour pour l'Europe »*, a jugé Beatrix von Storch, la vice-présidente du groupe AfD au Bundestag allemand. Celle qui incarne la ligne dure de la formation d'extrême droite a tweeté une photo d'elle au côté du dirigeant hongrois.

Pour Nigel Farage, l'ancien chef du parti UKIP pour l'indépendance du Royaume-Uni, M. Orban est désormais *« le principal cauchemar de l'UE »*. Certains craignent que cette série d'hommages ne soit le prélude à une forme de recomposition des extrêmes au

sein du Parlement européen, qui pourraient sortir renforcées du scrutin de 2019.

D'autant plus que Viktor Orban donne désormais du répondant, ce qui n'était pas le cas auparavant. Il s'efforce à présent de gommer la frontière entre la droite et l'extrême droite. En visite à Vienne, en janvier, par exemple, il a tenu à rencontrer son homologue conservateur, Sebastian Kurz, mais aussi à échanger avec le partenaire très controversé de coalition de ce dernier, le chef du FPÖ d'extrême droite, Heinz-Christian Strache, alors que le protocole ne l'y obligeait nullement. Lorsque le Néerlandais Geert Wilders s'est rendu en Hongrie, ce n'est pas à Gabor Vona, le chef du parti radical Jobbik, qu'il est venu serrer la

main, mais bien à Viktor Orban.

Son élection le confirme, au-delà des frontières de la Hongrie: Viktor Orban, qui se présente souvent comme un personnage se battant seul contre le politiquement correct, est loin d'être isolé. Les gouvernements polonais, croate, serbe et tchèque le traitent comme n'importe lequel de leurs homologues. Surtout, les Bavarois de la CSU ne lui ont de fait jamais fermé leur porte. Horst Seehofer, le ministre de l'intérieur allemand, a d'ailleurs mis en garde, lundi, contre «une politique arrogante et paternaliste» de l'UE à l'égard d'un pays comme la Hongrie. «Rien n'est plus fort qu'un succès dans les urnes», a-t-il dit. ■

**BLAISE GAUQUELIN
ET PHILIPPE RICARD**

L'OSCE critique le déroulement de la campagne

Comme lors des législatives de 2014, les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont critiqué, lundi 9 avril, le climat délétère de la campagne qui a réduit l'espace pour un véritable débat politique. «*La rhétorique intimidante et xénophobe, les partis pris médiatiques et le financement opaque des campagnes ont empêché les électeurs de faire un choix en toute connaissance de cause*», selon cet organisme basé à Vienne, en Autriche, qui pointe aussi «*le chevauchement généralisé entre les ressources de l'Etat et celles du parti au pouvoir*», le Fidesz. Les médias publics «*ont clairement favorisé la coalition au pouvoir*», dénoncent les observateurs.

LE CONTEXTE

INQUIÉTUDES

Viktor Orban, 54 ans, réélu dimanche 8 avril pour un troisième mandat de suite, disposera d'une majorité des deux tiers au Parlement, ce qui lui permet entre autres de modifier la constitution. Human Rights Watch estime qu'il y a « *déjà des signes montrant que le nouveau gouvernement compte augmenter ses attaques à l'encontre de groupes indépendants et des voix critiques* », selon Todor Gardos, de la division Europe de l'ONG. Dès le mois de mai, l'exécutif hongrois compte faire passer un texte de loi appelé « Stop Soros », visant à réduire au silence les acteurs de la société civile venant en aide aux demandeurs d'asile. Le milliardaire et mécène américain d'origine hongroise George Soros a fait l'objet, avant les élections, d'une campagne aux forts relents antisémites.